

**Demande d'autorisation :  
entreprise de systèmes caméras ;  
version décembre 2017**

Application de la **Loi du 2 octobre 2017** réglementant la sécurité privée et particulière - **Arrêté royal du 12 novembre 2017** relatif à la délivrance d'autorisations aux entreprises de systèmes caméras et au renouvellement de l'autorisation :

Votre demande doit être adressé par **recommandé** au:

Service public fédéral Intérieur  
Direction générale Sécurité et Prévention  
Direction Sécurité privée  
76 Boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

**La demande d'autorisation doit comporter les documents et données suivants :**

1. Pour l'**entreprise** :

- a. Les **statuts** de l'entreprise où il est fait mention dans l'objet social des activités de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes caméras.
- b. Le **numéro d'entreprise** qui a été délivré à l'entreprise par la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE).
- c. Le **numéro de téléphone** et l'**adresse email** de l'entreprise.
- d. Le document tel que donné à l'**annexe 1** (correctement rempli, signé et daté).
- e. La **composition** de l'entreprise : Cela concerne le personnel (même s'il s'agit d'une entreprise à une seule personne) :
  - le **nombre de membres du personnel** de l'entreprise.
  - une liste du **personnel dirigeant** et **des membres du conseil** d'administration ; avec mention de leurs nom, prénoms, numéro national et date d'entrée en service et leur description de tâches.

Il faut entendre par personnel dirigeant :

- Le personnel qui est à la tête de l'entreprise en tant que tel. Ce personnel est chargé de la prise de décisions sur le plan de la gestion journalière et en assume la responsabilité, notamment à l'égard du Conseil d'administration. Dans ce cadre sont repris, par exemple, les directeurs,

gérants, administrateurs-délégués, certains administrateurs en fonction de ce qui est prévu dans les statuts ou les actes d'exécution de la société :

- Le personnel à la tête du personnel d'exécution qui est chargé des activités à proprement dites. Ce personnel prend les décisions les plus importantes en rapport avec l'ensemble des opérations sur le terrain et assure la direction effective du personnel d'exécution."

- une liste du **personnel d'exécution** avec mention de leurs nom, prénoms, numéro de registre national, date d'entrée en service et leur description de tâches (conception, installation, ...).

Il faut entendre par personnel d'exécution :

- Les membres du personnel qui exercent les activités de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes caméras.

- Le personnel dirigeant et les personnes qui siègent au conseil d'administration doivent, lors de la demande d'agrément, donner leur **consentement écrit** avec l'enquête **sur les conditions de sécurité visée dans la loi.**

- une liste des **personnes** chargées des relations commerciales avec les clients de l'entreprise ;

Remarques : si les personnes ne disposent pas d'un numéro de registre national ou d'un numéro bis, le nom, les prénoms, la date de naissance, la nationalité, l'adresse complète et la date d'entrée en service ou une estimation de celle-ci.

## 2. Pour chaque **membre du personnel**:

- a. Le document tel que donné à **l'annexe 2** (correctement rempli, signé et daté).
- b. Un **extrait du casier judiciaire** conformément au modèle prévu à l'article 596, alinéa 1<sup>e</sup> du Code d'instruction criminelle ou un certificat similaire pour les personnes qui ont leur domicile à l'étranger.  
Le document doit dater de moins 6 mois au moment de la demande d'autorisation. Il doit ressortir de ce document que l'entreprise dispose du personnel qui satisfait aux conditions visées à l'article 61, 1<sup>o</sup> de la loi.
- c. Un document dûment rempli de **consentement** à **l'enquête sur les conditions de sécurité**, d'après le modèle déterminé par le Roi en exécut

d. ion de l'article 68 de la loi, tel que donné à l'**Annexe 3**.

Annexe 1 :

**Déclaration sur l'honneur concernant l'entreprise pour laquelle une autorisation ou un renouvellement d'autorisation comme 'entreprise de systèmes caméras' est demandé**

Déclaration faite pour le compte de l'entreprise

.....(nom de l'entreprise et numéro d'entreprise BCE)

**Je,**

**soussigné/e**.....

..... (nom, prénom, numéro de registre national ou numéro bis<sup>1</sup>, fonction au sein de l'entreprise<sup>2</sup>),

**déclare que l'entreprise satisfait aux obligations ci-après<sup>3</sup> :**

- les obligations en vertu de la législation sociale et fiscale
- ne pas avoir été radiée ou supprimée de la Banque-Carrefour des Entreprises
- ne pas se trouver en état de faillite
- si l'entreprise est une personne morale, ne pas avoir été condamnée à une peine correctionnelle, telle que visée à l'article 7bis du Code pénal

**déclare que (à compléter uniquement s'il s'agit d'une demande de renouvellement de l'autorisation) :**

- l'entreprise n'a pas de dettes fiscales ou sociales supérieures à 2.500 euros qui ne font pas l'objet d'un plan d'apurement respecté scrupuleusement

**Je déclare sur l'honneur que les informations indiquées dans le présent document sont correctes et complètes. L'entreprise s'engage à communiquer spontanément tout changement de cette situation.**

.....(lieu et date)

(Nom, prénom et signature)

<sup>1</sup> Le numéro tel que visé à l'article 4, §2, 3<sup>ème</sup> alinéa, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

<sup>2</sup> Pour la fonction, il faut mentionner si vous êtes administrateur, gérant, mandataire ou personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou d'exercer un contrôle sur l'entreprise au sens de l'article 5 du Code des sociétés.

<sup>3</sup> Cocher les obligations qui sont remplies.

Annexe 2 :

**Déclaration sur l'honneur en tant que (futur) membre du personnel, tel que visé à l'article 60 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière, d'une entreprise pour laquelle une autorisation ou el renouvellement de l'autorisation comme 'entreprise de systèmes caméras' est demandé**

Je, soussigné/e, .....(nom, prénom, numéro de registre national ou numéro bis<sup>4</sup>)

Déclare :<sup>5</sup>

- être ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse et avoir ma résidence principale dans un Etat membre de l'Espace économique européen ou dans la Confédération suisse<sup>6</sup>
- ne pas avoir été condamné/e, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle, telle que visée à l'article 7 du Code pénal, ou à une peine similaire à l'étranger, à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière
- ne pas avoir été radié du Registre national des personnes physiques sans laisser de nouvelle adresse;
- ne pas être membre d'un service de police
- ne pas être membre d'un service de renseignements
- ne pas avoir de fonction dans un établissement pénitentiaire
- ne pas exercer des activités de fabricant ou marchand d'armes ou de munitions
  
- ne pas faire simultanément partie de l'entreprise de systèmes caméras et d'une autre entreprise, non associée, ou d'un autre service interne autorisé pour l'activité de gardiennage "milieu de sorties "
- ne pas avoir été, au cours des trois années qui précèdent, membre d'un service de renseignements
- ne pas avoir été, au cours des trois années qui précèdent, membre d'un service de police
  
- avoir exercé, au cours des trois années qui précèdent, la fonction suivante  
au sein d'un service de police :

<sup>4</sup> Le numéro tel que visé à l'article 4, §2, 3<sup>ème</sup> alinéa, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

<sup>5</sup> Cocher la/les mentions utiles.

<sup>6</sup> Si vous ne faites que siéger au conseil d'administration de l'entreprise ou exercez uniquement un contrôle sur l'entreprise au sens de l'article 5 du Code des sociétés, vous n'êtes pas tenu de remplir cette condition, conformément à l'article 62 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière.

.....  
.....(description claire de la fonction et dénomination du service concerné)

○ ne pas exercer d'autre activité en dehors de l'entreprise de systèmes caméra

○ exercer l'activité suivante en dehors de l'entreprise de systèmes caméra :

.....  
.....(description claire de l'activité)

**Déclare (à compléter uniquement si vous êtes administrateur, gérant, mandataire ou personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou d'exercer un contrôle sur l'entreprise au sens de l'article 5 du Code des sociétés) :**

○ ne pas avoir reçu d'interdiction d'exercer une fonction d'administrateur, de gérant, de mandataire ou de personne ayant le pouvoir d'engager une entreprise ou un organisme en vertu de l'arrêté royal n°22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés ou faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités

○ ne pas avoir été déclaré/e responsable, au cours des cinq années écoulées, des engagements ou dettes d'une société en faillite, en application des articles 213, 229, 231, 265, 314, 315, 456, 4°, ou 530 du Code des sociétés, ou pour lesquelles le tribunal n'a pas prononcé l'excusabilité sur la base de l'article 80 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites

Je déclare sur l'honneur que les informations indiquées dans le présent document sont correctes et complètes. Je m'engage à communiquer spontanément tout changement de cette situation.

.....(lieu et date)

(Nom, prénom et signature)

**Annexe 3 :**

**Consentement à l'enquête sur les conditions de sécurité**

Le / la soussigné(e)\* (Nom et prénom): .....

Adresse (rue, numéro, code postal et commune):.....  
.....

Lieu et date de naissance: .....

N° registre national\*\* : .....

Déclare désirer exercer une fonction telle que visée par la loi réglementant la sécurité privée et particulière en tant que dirigeant/ exécutant\*.

Par conséquent, en exécution de l'article 7, §2, alinéa 2 de la Loi réglementant la sécurité privée et particulière<sup>7</sup>, le / la soussigné(e)\* donne par la présente, son consentement à l'enquête sur les conditions de sécurité telle que visée à l'article 7, § 1er, de la même loi.

Le / la soussigné(e)\* note que la nature des éléments qui peuvent être examinés relève des renseignements de police judiciaire ou administrative et des données professionnelles.

Fait à..... (lieu), le .....(date)

Signature  
(précédée de la mention manuscrite 'lu et approuvé').

\* Biffer la mention inutile

\*\* Le numéro du registre national se trouve à l'arrière de votre carte d'identité ou en haut à droite de votre carte SIS

<sup>7</sup> Loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière (MB 31.10.2017).